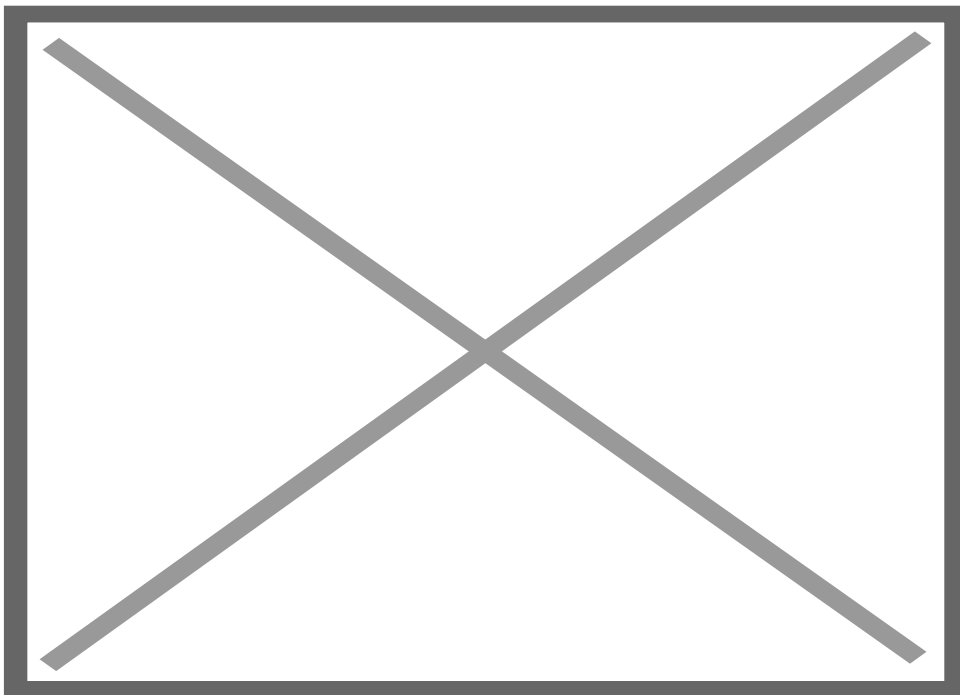


Israël adopte une loi qui interdit l'entrée des ONG aux groupes qui critiquent l'État et l'armée

Description

Maayan Lubell 17 juillet 2018

Jérusalem (Reuters) 17 juillet 2018 - Le parlement israélien a adopté une loi mardi qui permet d'interdire aux groupes qui critiquent la politique du gouvernement envers les Palestiniens d'entrer dans les ONG israéliennes et de s'adresser aux Israéliens.



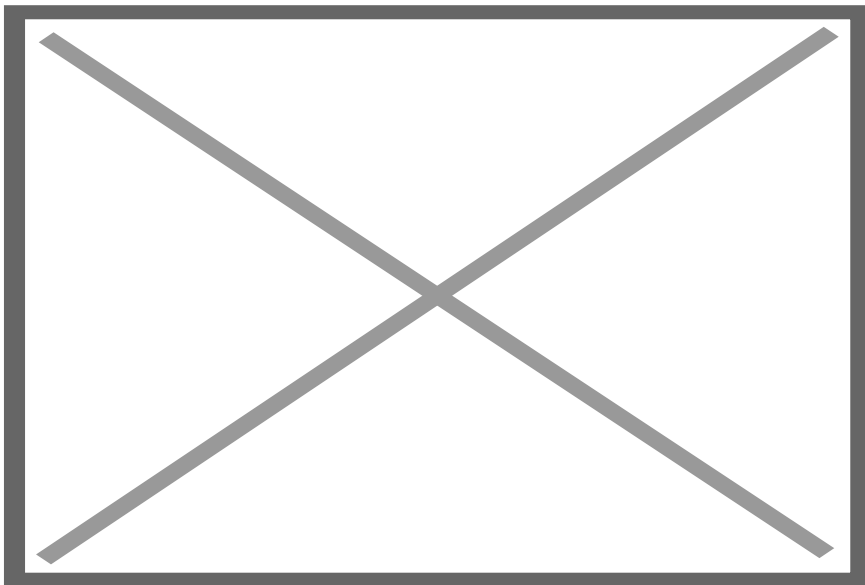
Des employés travaillent dans les bureaux de « Briser le Silence » à Tel Aviv, Israël, le 16 décembre 2015. Un groupe israélien ultra-nationaliste a publié une vidéo qui accuse les dirigeants de quatre organisations importantes de défense des droits de l'homme en Israël, dont « Briser le Silence », d'être des « agents de l'étranger » financés par l'Europe et soutenant les Palestiniens à impliquer dans le terrorisme. « Briser le Silence » est une organisation qui recueille des témoignages anonymes de soldats israéliens. (Reuters/Baz Ratner/Fichier photo)

Les critiques de la loi, adoptée par 43 voix pour et 24 contre à la Knesset qui comporte 120 sièges, ont déclaré qu'elle porte atteinte aux valeurs démocratiques fondamentales, telle la liberté d'expression, et que c'est une nouvelle tentative du gouvernement israélien pour légitimer les groupes de défense des droits de l'homme et les ONGs.

L' amendement à la loi relative à l' éducation octroie de nouveaux pouvoirs au ministre de l' éducation, Naftali Bennet, chef du parti religieux nationaliste Le Foyer juif, pour ordonner aux écoles d' interdire à certains groupes de donner des conférences aux étudiants.

La législation a été surnommée la loi « Briser le Silence », en référence au groupe israélien du même nom qui recueille et publie des témoignages d' anciens soldats israéliens sur le traitement, par l' armée, des Palestiniens en Cisjordanie occupée et durant les conflits avec les militants à Gaza.

Bennett a critiqué l' organisation, avec d' autres politiciens de droite, accusant le groupe de nuire à l' image d' Israël à l' étranger et de mettre les soldats et les officiels devant le risque d' être poursuivis pour crimes de guerre présumés.



***Des personnes invitées par l' ONG de gauche, « Briser le Silence », descendent la rue Shuahada dans l' ouest de la ville d' Hébron, le 19 avril 2017.
(Reuters/Amir Cohen/Fichier photo)***

« Toute personne se promenant dans le monde en attaquant les soldats des FDI (forces de défense israéliennes) ne pourra pas entrer pas dans une école » a prévenu Bennet dans une déclaration.

Briser le Silence, qui a donné des conférences dans les écoles, a déclaré que la loi avait pour but de l' affaiblir ainsi que les autres groupes de défense des droits.

« Il s' agit vraiment d' étouffer et de dissimuler ce qu' il se passe dans les territoires occupés depuis 51 ans », a dit le directeur du groupe, Avner Gvanyahu.

Shuli Mualem Refaeli, une législatrice du parti Le Foyer juif, de Bennet, a déclaré à la radio de l' armée « Il s' agit d' une loi qui concerne Briser le Silence et les autres organisations qui ont pour objectif de diffamer les soldats israéliens et l' état d' Israël ».

Mais elle a ajouté que la loi pourrait aussi s'appliquer pour des groupes de droite, comme ceux qui préconisent la violence contre les soldats israéliens dans toute évacuation des colonies de peuplements juives dans le territoire israélien saisi durant la guerre de 1967 au Moyen-Orient.

  « Je pense que toute tentative de montrer (la loi) comme une action visant uniquement les groupes de gauche et une incitation contre les organisations de gauche est tout simplement infondée à a déclaré Refaeli. Israël s'  est emparé de la Cisjordanie durant la guerre de 1967 au Moyen-Orient. Les Palestiniens, qui cherchent à obtenir ce territoire, ainsi que la bande de Gaza, pour un futur état, y exercent une autonomie limitée.

Les forces et les colons israéliens se sont retirés de Gaza en 2005 et l'  enclave est maintenant dirigée par le groupe islamiste Hamas.

Pour Amir Fuchs, qui dirige le Programme de défense des valeurs démocratiques, de l'  Institut israélien de la démocratie, la loi s'  int  gre dans un phénomène plus vaste en Israël de tentatives visant à discréditer les groupes de gauche.

  « L'  ducation, c'est la pensée critique. C'est écouter les gens avec qui vous n'êtes pas d'accord. Et c'est ce que nous voulons enseigner à nos enfants à a dit Fuchs.

Traduction : JPP pour l'Agence Média Palestine

Source : [Reuters](#)

date créée

2018/07/20